

[Français]

LE CONSEIL PRIVÉ

ON DEMANDE SI LE BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ OU CELUI DU PREMIER MINISTRE A FAIT ENQUÊTE SUR LA FAÇON D'ACCORDER CERTAINS CONTRATS EN ÉGARD À LA CONSTRUCTION DU MUSÉE DE L'HOMME

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Elle concerne la politique d'octroi de contrats du gouvernement. Sans commenter sur aucune enquête criminelle qui est en cours ou qui pourrait être en cours actuellement, j'aimerais demander au premier ministre s'il peut nous dire s'il y a eu enquête interne du Conseil privé ou du Bureau du premier ministre, non pas de la GRC, concernant la politique d'octroi de contrats, surtout les contrats du Musée de l'homme, à Hull?

● (1120)

[Traduction]

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, la question a déjà été abordée au cours de la conférence de presse du premier ministre. Si le député s'était donné la peine de suivre la réponse à la conférence de presse, il comprendrait que nous ne pouvons pas . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Monsieur le Président, nous ne voulons pas faire de commentaires. Le solliciteur général a examiné la question. Nous ne pouvons pas faire de commentaires sur des enquêtes que sont en train de faire la GRC ou un autre corps de police. Nous refusons d'être amenés indirectement à faire des commentaires à ce sujet.

LE MINISTÈRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, le Parlement passe avant une conférence de presse. Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Le bureau du Conseil privé ou le cabinet du premier ministre font-ils oui ou non d'autres enquêtes analogues sur l'adjudication des contrats dans d'autres ministères ou sur les activités d'autres ministères, notamment du ministère des Approvisionnement et Services?

L'hon. Ray Hnatyshyn (président du Conseil privé): Monsieur le Président, je respecte beaucoup plus le Parlement que le député. Je ne suis pas disposé à accepter de leçons de lui.

Des voix: Bravo!

M. Hnatyshyn: Monsieur le Président, le gouvernement assumera toujours ses responsabilités en cas d'enquête, mais nous ne voulons pas nous laisser amener indirectement à faire des commentaires dans un sens ou dans l'autre sur des enquêtes.

* * *

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE UNE RÉUNION DES PAYS EXPORTATEURS DE CÉRÉALES

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Il est parfaitement au courant de la très grave crise qui afflige le secteur

Questions orales

céréaliériste mondial à l'heure actuelle et des répercussions du projet de loi agricole américain pour ce qui est des subventions à l'exportation et de celles offertes aux producteurs américains ainsi que des subventions versées dans les pays du Marché commun. Le premier ministre pourrait-il maintenant faire preuve d'initiative sur le plan international et convoquer une réunion de tous les pays exportateurs de céréales, afin de tenter de remédier à cette situation et d'en arriver à une sorte d'accord international sur les grains?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, la proposition du député est extrêmement utile. Elle a été faite à de nombreuses reprises. Le gouvernement est d'avis que des réunions régulières au niveau politique s'imposent. Le député n'est pas sans savoir que les représentants des divers pays se réunissent régulièrement, leur plus récente réunion ayant eu lieu à Londres, sous les auspices du Conseil international du blé.

Depuis huit mois, j'ai eu des entretiens avec les représentants des autres grands pays exportateurs de blé, afin de leur faire part de nos craintes. Le problème s'annonçait depuis un certain temps. Le Canada donne l'exemple à cet égard, comme il l'a déjà fait dans le passé, si l'on remonte aux accords du Conseil international du blé relatifs aux prix. Le Canada a donné l'exemple dans le passé et il le fait encore à l'heure actuelle en encourageant des pourparlers comme ceux que le député propose.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE CONVOQUER UNE RÉUNION INTERNATIONALE

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je voudrais obtenir une réponse du premier ministre. Il n'a pas hésité à venir dans l'Ouest briguer les suffrages. Pourquoi ne répond-il pas aux questions que lui posent le gens de l'Ouest à la Chambre?

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre! Le député pourrait-il s'en tenir à une question?

M. Nystrom: Le premier ministre peut-il me dire si oui ou non à titre personnel, en tant que chef de notre pays, il organisera une réunion des pays exportateurs de grains, afin de remédier à cette situation qui va frapper très durement les agriculteurs de l'Ouest?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suis heureux de préciser que je suis intervenu à la Chambre plus souvent que le député au sujet des questions touchant l'ouest du pays.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Ces agriculteurs de l'ouest d'Aylmer vont tous nous mettre dans le pétrin. Je prends note de la suggestion de mon honorable collègue, et comme le ministre d'État l'a signalé, nous consulterons et aviserons la Chambre s'il y a lieu, en temps voulu.